

LE TEMPS

Crise Grecque Dimanche 12 juillet 2015

Fraude fiscale et laxisme budgétaire, les deux cauchemars grecs de la zone euro

Par Richard Werly

Sans une reprise en main radicale de l'appareil d'Etat, la Grèce risque de continuer à engloutir les milliards sans résultats

Ce sont trois lettres qui fâchent les anciens experts européens de la troïka – l'ex mécanisme de supervision des réformes en Grèce mis en place par la Commission européenne, la BCE et le FMI, entre 2010 et 2014. Promettre, comme le fait aujourd'hui le gouvernement d'Alexis Tsipras dans ses dernières propositions – conformément aux souhaits de ses pairs européens – une augmentation du taux de TVA en vigueur dans les îles touristiques bute selon eux sur une réalité: **la préférence persistante des commerces insulaires pour les paiements en liquide, et les habitudes prises de frauder l'impôt en négligeant les caisses enregistreuses, ou en s'arrangeant avec les fournisseurs. Plus de la moitié de l'échantillon de commerces contrôlés par les services fiscaux en 2013 sous-facturaient de façon chronique leurs prestations, a récemment reconnu le ministère des finances. Avec, dans le cas des îles les plus visitées comme Mykonos ou Santorin, un «manque à gagner» fiscal de près de 60%.**

Les Grecs, à l'évidence, ne sont pas égaux devant l'impôt. Tous les salariés, par exemple, doivent depuis 2012 s'acquitter d'une facture fiscale accrue, désormais prélevée à la source. Une nouvelle taxe foncière a par ailleurs été introduite par le précédent gouvernement conservateur, calculée sur des bases plus réalistes et intégrant les fameuses piscines résidentielles dissimulées au fisc, dont la presse européenne s'est longtemps fait les gorges chaudes, photos satellites à l'appui. Résultat: une hausse des recettes supérieure à trois milliards d'euros en 2014, soit sept fois plus qu'en 2009. Sauf que l'arrivée au pouvoir de la coalition de gauche radicale Syriza, très remontée contre cette taxe jugée trop pénalisante pour les classes moyennes, a stoppé cet élan.

«Payer plus d'impôts est mal vécu dans tous les pays du monde, explique l'économiste Kostas Kostis, de l'université d'Athènes. Mais devoir payer plus alors que la bureaucratie n'est pas réformée, que l'Etat ne fonctionne pas et que les recettes fiscales servent à payer la dette est le pire des scénarios. Ce combat-là ne sera gagné que si les Grecs reprennent confiance dans leur administration.»

Mission impossible?

Le montant total des arriérés d'impôts grecs, estimé à 76 milliards d'euros, est supérieur aux recettes fiscales annuelles du pays – environ 65 milliards d'euros, incluant les contributions sociales selon l'OCDE. Un effort de recouvrement accru pourrait donc, en théorie et comme le propose l'actuel gouvernement, contribuer très nettement à l'obtention du fameux surplus budgétaire primaire requis par la zone euro. [L'OCDE et la Grèce ont conclu sur ce point un accord de coopération en mars 2015](#), mais sa mise en oeuvre reste à clarifier.

Comment donc y parvenir alors que l'économie hellénique est, de surcroît, plongée dans une récession sans précédent traduite par une baisse de 25% de son PIB depuis 2011, que les banques restent fermées, et que les spéculations sur un hypothétiques retour à la drachme conduisent tous les Grecs à stocker des euros en espèces et à minimiser les paiements «traçables» tels que ceux effectués

à l'aide d'une carte de crédit? Sur cette question, personne n'a aujourd'hui de réponse, malgré les efforts de la défunte troïka au sein de laquelle les experts fiscaux étaient... français et allemands.

Et ce pour trois raisons: le poids de l'économie hellénique informelle et non déclarée, estimée en général à un quart du PIB et à bien plus dans les zones touristiques génératrices de cash; la culture de défiance envers les autorités fiscales héritées, dit-on, des siècles de domination ottomane durant lesquels le fait d'éluder les collecteurs de taxes du Sultan était un acte de résistance; et l'absence surtout d'un appareil administratif capable de collecter ces impôts. S' y ajoutent les exemptions fiscales si controversées: celle, partielle, concédée à l'Eglise orthodoxe, très grand propriétaire terrien en Grèce, et celle, constitutionnelle, accordée aux armateurs dont la flotte est la première mondiale.

Le cas de l'évasion fiscale des riches Grecs, mis en évidence par la fameuse «[liste Lagarde](#)» est emblématique: le document, publié à l'automne 2012, comportait entre autres les noms de plusieurs parents d'un ancien ministre des finances au début de la crise, George Papanconstantinou (aujourd'hui poursuivi en justice pour les avoir supprimé de la liste), et les premiers redressements fiscaux se font toujours attendre. Au point que, plutôt que de miser sur de nouvelles brigades fiscales, les autorités grecques ont décidé de travailler désormais sur une base incitative en négociant avec plusieurs pays, dont la Suisse, un accord de régularisation. Lequel devrait être voté avant la fin juillet par le parlement.

[Lire à ce sujet l'interview du magistrat Panagiotis Nikoloudis \(LT du 8 juillet 2015\)](#)

Dernier écueil, le laxisme budgétaire chronique en Grèce. Dès 2012, alors que la zone euro négociait le second plan de sauvetage de la Grèce et la restructuration de sa dette aux mains des créanciers privés, l'Allemagne insistait, dans un document informel, pour qu'un super-commissaire européen chargé du contrôle budgétaire puisse avoir un droit de regard sur les finances publiques grecques. «Compte tenu de ses pratiques passées, la Grèce devrait accepter de transférer sa souveraineté budgétaire au niveau européen durant un certain temps», préconisait le document validé par le ministre des finances, Wolfgang Schäuble. Une idée évidemment rejetée, mais guère éloignée de celle que les «durs» de l'eurozone évoquent aujourd'hui, pour s'assurer qu'ils ne seront pas, demain, soumis un autre chantage hellénique.

LE TEMPS © 2015 Le Temps SA